# prolétaire

bimensue!

parti communiste international (programme communiste)

CE QUI DISTINGUE NOTRE PARTI : La revendication de la ligne qui va de Marx à Lénine, à la fondation de l'Internationale Communiste et du Parti Communiste d'Italie (Livourne, 1921); la lutte de la Gauche Communiste contre la dégénérescence de l'Internationale, contre la théorie du « socialisme dans un seul pays » et la contre-révolution stalinienne; le refus des Front populaires et des blocs de la Résistance; la tâche difficile de restauration de la doctrine et de l'organisation révolutionnaires, en ilaison avec la classe ouvrière, contre la politique personnelle et électoraliste.

Correspondance: Jean-Bouton - 7: Versements : - 75012 Paris

Chèque bancaire ou C.C.P. 2.202-22 Marseille

Abonnements: an: 30 F (300 FB) mois: 15 F (150 FB) fermé: 44 F et 23 F an: 32 F (320 FB)

13° ANNEE - N° 222 LE NUMERO: 1,50 FF 15 FB - 1 FS du 12 au 25 juin 1976

## Le «respect de l'équilibre européen», formule de la contre-révolution

Une divinité émerge de la succession saccadée des événements politiques et sociaux et de leur confusion, pour servir de point de mire aux tenants de l'ordre établi : l' « équilibre européen ». C'est en son nom que l'on est pour ou contre la loi-programme militaire en France; c'est en son nom que l'on se prononce pour ou contre un gouvernement à participation communiste en Italie.

Mais d'où vient cet « équilibre européen »? Il est en réalité le produit du partage contre-révolutionnaire de l'Europe par les vainqueurs du second conflit impérialiste, partage dont les frontières passent au cœur de l'Allemagne elle-même en séparant ses membres et en concentrant sur eux une terrible pression militaire. Cet « équilibre européen » est un produit - et en même temps un pilier — de l' « équilibre mon-dial », fondé sur la Sainte Alliance de l'huissier-gendarme américain et de son servile compère russe. Quelles qu'aient été depuis trente ans, les tendances centri-fuges dans l'un ou l'autre bloc impérialiste, où chaque leader laisse à l'autre, par-dessus le rideau de fer, les mains libres pour tenir et contenir son troupeau éduqué dans la peur du camp adverse, le condominium fonctionne, inchangé : un même fil relie Yalta et Potsdam à Prague 47 ou Budapest 56, à Prague 68 et enfin à Lisbonne et Helsinki 75.

Si l'on s'en tient au camp occidental, quelles sont les bourgeoisies capables de troubler l'ordre impérialiste en vigueur?

La bourgeoisie anglaise? Mais son déclin irrémédiable l'a déjà poussée à vendre à Washington sa puissance mondiale pour une rente; et cette rente aujourd'hui mangée par la crise incurable, elle n'a plus d'autre issue que de se vendre corps et âme à son protecteur, transformant le pays en une véritable semi-colonie.

La bourgeoisie française marqué pour sa part une nette tendance à l'autonomie, tendance dont le gaullisme est l'expression politique. Une des raisons en est la résistance à la liquidation de l'empire colonial; et, après l'Indochine, après Suez 1956, après l'Algérie, il reste encore l'emprise directe ou indirecte sur une bonne partie de l'Afrique noire, térêts puissants en terranée, sans parler du reste.

La revendication du gaullisme a été la « détente Est-Ouest » où puisse se desserrer l'étau qui meurtrit l'Europe, en même temps que le Marché Commun dessit commun devait permettre la reconversion du capitalisme français privé de ses joyaux coloniaux : deux revendications qui convergeaient avec les besoins de l'Allemagne d'Adenauer et qui furent donc la base de la « réconciliation ». Mais ces nouvelles amours n'ont pas rait oublier à l'impérialisme français le besoin de se donner un atout décisif pour discuter avec son flirt : la bombe atomique, qui lui donne un argument contre le réarmement trop grand de son voisin et surtout contre toute tentative de revenir sur la fron-tière Oder-Neiss et la division de l'Allemagne. Bref la « récon-ciliation » avait comme limite la reconnaissance pour l'Allemagne

de son infériorité éternelle, militaire et politique.

Voici la deuxième raison de la tendance française à l'autono-mie : la volonté de « convaincre » l'Amérique de maintenir le rapport entre la France et l'Allemagne en faveur de la première, et la possibilité de négocier contre sa voisine une alliance de revers avec la puissance qui a le plus formidable intérêt au maintien de la situation existante, la

Mais voilà : d'où vient la meilleure garantie de la division de l'Allemagne et du statu quo sinon de l'exécré condominium des deux super-grands? Autant dire que les limites de la politique extérieure française, sur le simple plan militaire, sont vite atteintes : elles réduisent la fameuse « autonomie » à une déclaration théâtrale sur l'indépen-dance et, sur le plan pratique, à une tentative de se ménager un atout dans les marchandail s'agit de se vendre au meilleur prix.

C'est donc la volonté de faire face à un risque de bouleverse-ment futur de l'équilibre européen provoqué par l'Allemagne — ou plutôt par la poudrière centre-européenne dont l'Allemagne est le cœur - qui dicte la conduite de la bourgeoisie française et qui fait du capitalisme allemand, à long terme, un fac-teur important de remise en cause de l'ordre impérialiste actuel. Mais il n'est pas le seul. Dans l'immédiat, un autre danger retient l'attention non seulement des super-grands, mais des impérialismes français et allemand : il ne vient pas de la ligne Est-Ouest mais de la ligne Nord-Sud.

Il y a les graves bouleverse-ments qui s'opèrent en Afrique sous la poussée de la deuxième vague anti-impérialiste; il y a la zone turbulente du Moyenmomare des masses arabes à la fantastique concentration de movens de pression et d'oppression qui les accable remet en cause à chaque instant tous les équilibres existants; mais il y a aussi, plus près de nous, toute l'Europe du Sud, l'Europe du capitalisme déjà vieux mais périphérique et faible, où les crises bourgeoises font entrer toute la société en résonance sinistre : il y a la Méditerranée occidentale, le Por-tugal, l'Espagne et l'Italie, où la combativité ouvrière risque de déferler par les brèches ainsi ouvertes et la Méditerranée orientale, avec la Grèce et la Turquie, où les luttes politiques aiguës se doublent de conflits nationaux menaçant les équilibres mili-

Ici, Moscou et Washington ont bien rappelé leur désir de faire respecter le statu quo, coûte que coûte. Mais la bourgeoisie euro-

péenne qui s'y connaît en alliance de la répression et du mensonge sait que, dans son domaine, l'Amérique doit se garder d'inter-

#### DANS CE NUMERO

- Le but final du mouvement communiste (4).
- La C.F.D.T. en marge du 37° congrès : (2) la politique de I' « opposition ».
- Les luttes dans les petites
- entreprises. Les grèves de La Rochelle.
- En Algérie, sur la « charte nationale » : un tract du parti.

venir directement. Mieux vaut utiliser la méthode indirecte, mieux vaut laisser passer la vague en la contenant et en préparant la restauration pratique des positions antérieures après qu'elle soit passée : voyez le Portugal, où les diplomaties con-juguées de l'Allemagne et de la France aidées par la musique caractéristique des espèces sonnantes et trébuchantes ont permis pour l'instant de passer le mauvais cap. Sinon il reste la force, mais là aussi, il vaut mieux éviter que l'Amérique ne se mouille.

Sur ce terrain convergent les intérêts non seulement des supergrands mais des impérialismes français et allemand. C'est la nouvelle alliance du mark social-(Suite page 4.)

#### L'«extrême gauche» et les élections en Italie

## Spontanéiste et réformiste, Democrazia Proletaria

Comme on sait, les organisations d'« extrême-gauche » P.D.U.P. (Partito D'Unità Proletaria), A.O. (Avanguardia Operaia) et L.C. (Lotta Continua) viennent de se regrouper sous le nom de « Democrazia proletaria » en vue des prochaines élections en Italie, et les deux dernières organisations envisagent même de se regrouper pour constituer le parti révolutionnaire.

Disons tout de suite que ce qui est symptomatique dans ce projet c'est que le regroupement se fait sur la base d'un programme de gouvernement et donc d'après la façon dont ces mouvements pensent que l'on peut et doit gérer la société actuelle. Finies donc les discussions autour du parlementarisme, de l'antiparlementarisme, etc., ce qui compte pour les « extraparlementaires », c'est le... futur gouvernement et, comme il est exclu que le nouveau groupe obtienne la majorité au Parlement il lui faut aussi prévoir des alliances parlementaires sur la base d'un programme de gouvernement négociable. Rien d'étonnant donc si les « révolutionnaires » nouveau style et les réformistes traditionnels vont à la rencontre l'un de l'autre; ils se situent sur le même terrain, celui de la participation à un gouvernement bourgeois (bourgeois non pas à cause de sa composition sociale mais parce qu'il est le gouvernement de la société bourgeoise).

Naturellement, les groupes qui composent la D.P. se défendent d'être des réformistes.

Leur première idée c'est que si l'on fait ce qu'il faut et si on le fait bien, on peut obliger l'opportunisme à aller plus loin qu'il ne veut. C'est la théorie des « engagements ». On sait ce qu'elle vaut. « L'aile opportuniste de la socialdémocratie, écrivait Lénine en 1905, est toujours encline à « exercer une pression» sur la démocratie bourgeoise en lui faisant PRENDRE DES ENGAGEMENTS [...]. La théorie des « engagements à faire prendre », la fameuse théorie du PAPIER DE

TOURNESOL formulée par Starover, est d'une naïveté sans borne et ne peut que semer la confusion dans l'esprit du prolétariat et le démoraliser ». (A la remorque de la bourgeoisie..., tome 9, p. 224.)

La deuxième idée c'est que l'on n'est plus réformiste à partir du moment où les réformes sont appuyées par la base, à partir du moment où elles sont « populaires » (ce qui en plus élimine le danger de « bureaucratisme »). C'est ainsi que L.C., dans le « programme » qu'elle a publié dans son journal (23-24 mai), explique que s'il est vrai que le gouvernement n'est pas l'Etat et qu'« un gouvernement; même de gauche et très avancé [!] qui est le gouvernement pour lequel nous luttons — ne pourra jamais satisfaire entièrement les intérêts des travailleurs », il n'en reste pas moins que ce gouvernement de réformistes « peut et doit être un instrument important dans la construction du pouvoir populaire : il peut et doit appuyer le programme, les luttes et le développement de l'organisation prolétarienne; il peut et doit servir à désorganiser les rangs de l'adversaire de classe». Au réformisme par en haut du P.C. on oppose, à la façon chilienne ou portugaise, le réformisme par en haut et par en bas, le «pouvoir populaire» qui doit contrôler l'Etat (A.O. dit même qu'il faut appliquer, en l'amendant çà et là, la Constitution républicaine actuelle). Encore une fois il ne s'agit pas, si on est révolution-naire, de contrôler et de trans-

(Suite page 3.)

## La CFDT, en marge du 37<sup>e</sup> Congrès

Nous avons essayé de brosser dans le dernier numéro de ce journal un tableau rapide de l'orientation politique générale de la direction confédérale de la C.F.D.T. Mais il y a dans cette organisation une « opposition » autour de laquelle on fait beaucoup de bruit et qui obtient, selon les cas, entre 30 et 40 % des suffrages. Pour donner une idée plus juste de la capacité de cette « opposition » à s'opposer à la direction, rappelons seulement que Maire a été élu avec 90 % des suffrages au secrétariat général! Ceci dit, quelle est l'orientation générale qui se dégage du magma de cette opposition, sans entrer pour cette fois dans la question pourtant importante des revendications et des méthodes de lutte?

### 2 - La politique de l'«opposition»

Il faut d'abord remarquer que cette opposition prend sa source dans la période de préparation du 36e congrès (1973). On parle alors de Gauche Syndicale. Celle-ci est essentiellement regroupée dans les fédérations P.T.T., Santé, Hacuitex, Bâtiments, Services et Banques. Cette «Gauche Syndicale» s'était rassemblée au 36e congrès pour affirmer que la transition (au socialisme) ne pouvait commencer avant la prise du pouvoir politique (sans pour autant préciser comment elle envisageait la prise du pouvoir, c'est dire qu'elle était loin de se démarquer des illusions électoralistes et pacifistes, bien au contraire). Ainsi en février 1973, à la veille du 36° congrès, les fédérations P.T.T., Hacuitex et Services déclaraient : « Peut-on parvenir au socialisme

autogéré par la voie de réformes successives imposées par la lutte à ceux qui détiennent le pouvoir économique et politique? A cette question, l'expression confédérale dominante répond que le passage au socialisme se conçoit comme un processus qui commence aujourd'hui notamment par la remise en cause de l'idéologie capitaliste et des rapports sociaux que le système entretient. Ceci l'amène par exemple, à parler de pratiques autogestionnaires DES AUJOURD'HUI alors que pour nous il ne peut s'agir que de sensibilisation à la nécessité d'autogestion. [...] C'est à partir des luttes et des analyses qu'elles provoquent que pourra se constituer la réunion d'un mouvement de masse en vue de la conquête du pouvoir politique par la classe ouvrière. [...]

La notion « d'objectifs intermédiaires » telle qu'elle est souvent avancée dans la confédération laisse entendre que l'on avance progressivement vers le socialisme. On risque, par ce fait, consciemment ou non, de tomber dans l'illusion ré-formiste». En réalité, cette oppotion reprenait entièrement à son compte la stratégie autogestion, naire (et restait donc sur un terrain fondamentalement opportuniste). Par là, cette opposition se contentait de montrer la nécessité de relier cette perspective à la question de la prise du pouvoir (conçue évidemment de façon floue) et de soumettre l'action revendicatrice à cette échéance.

Cependant l'opération des « Assises pour le socialisme », et le débat sur les rapports entre parti et syndicats qu'elle provoque, va faire éclater cette « gauche syndicale » (Suite page 2.) ...

## Les luttes dans les petites entreprises

Les petites entreprises (P.M.E. : petites et moyennes entreprises, P.M.I. : petites et moyennes industries, dans le jargon officiel) occupent une place très importante en cette période de crise et de concentration du capital, en particulier du point de vue des luttes sociales. Cette importance n'échappe ni à l'Etat bourgeois qui tente de rationaliser ce secteur, ni à l'opportunisme qui pèse de tout son poids pour éviter une extension des con-

En période normale, c'est-à-dire en l'absence d'une crise économique profonde, les conflits sociaux dans les petites entreprises sont peu développés (patrons paternalistes, faible taux de syndicalisation dans 67 % des P.M.I. il n'y a pas de section syndicale). Mais depuis quelques années s'y développent des luttes qui sont souvent beaucoup plus dures que dans la grande industrie; c'est que les P.M.I. sont obligées, face à une concurrence acharnée en période de crise, de restructurer, de surexploiter leurs ouvriers, voire de fermer purement et simplement. La situation des travailleurs étant aggravée, et même désespérée en cas de fermeture, les luttes en sont d'autant plus

Pour donner une idée de l'importance des P.M.I. dans l'ensemble de l'économie il suffit de reprendre la définition et les chiffres officiels donnés récemment : « Est une P.M.I. [...] toute entreprise qui dans l'industrie [à l'exclusion donc du commerce, de l'artisanat et des services] emploie de 6 à 500 salariés et réalise un chiffre d'affaires inférieur à 100 millions de F. On sait donc désormais que les P.M.I. représentent 96 % du nombre des entreprises industrielles, et qu'elles emploient 41 % des effectifs de l'industrie ». (Le Monde, dossiers et documents nº 30, avril 1976). C'est donc près de la moitié de la classe ouvrière qui est exploitée dans ces petites entreprises, et même plus si l'on remarque que des entreprises comme Lip (700 salariés) ne sont pas comprises dans cette fourchette, alors qu'elles connaissent des difficultés semblables. Il n'est pas besoin d'être expert en économie pour voir que cette catégorie des P.M.I. prise dans son ensemble est peu productive et bien archaï-: en effet 41 % des entreprises réalisent à peine 33 % de la production totale et seulement 24 % des investissements. Il existe certes des petites entreprises dynamiques et rentables fabriquant des produits très spécifiques. Mais dans leur grande masse, ces entreprises sont, d'un point de vue strictement capitaliste, la cause d'un gaspillage d'énergies productives, à tel point que l'Etat lui-même a décidé d'intervenir : «1976 sera l'année des P.M.I. », déclarait fin 75 d'Ornano, ministre de l'Industrie.

Or lorsque l'Etat bourgeois se penche sur les problèmes de tel ou tel secteur de l'économie, c'est pour éviter à la bourgeoisie d'y laisser trop de plumes, c'est pour y remettre de l'ordre dans l'intérêt des capitalistes eux-mêmes, et jamais pour éviter des déboires à la classe ouvrière. Gageons que les mesures qu'il est en train de prendre en «faveur» des P.M.I. ne vont pas améliorer la condition des prolétaires qui y travaillent, bien au

L'essentiel de ces mesures est inscrit dans le VII<sup>e</sup> plan et vise à faciliter l'accès au crédit pour les P.M.I., à leur ouvrir les marchés d'Etat et à les inciter à l'exportation. La mesure la plus importante est l'octroi aux sociétés régionales de développement (S.D.R.) de primes d'Etat pour faciliter le développement et la création de petites et moyennes entreprises industrielles. Cette nouvelle politique en faveur des P.M.I. s'inscrit dans un plan d'ensemble de restructuration de l'économie nationale et se propose de mieux assurer l'équilibre régional et d'éviter la concentration dans de grands centres urbains.

La stratégie bourgeoise dans ses grandes lignes est simple : il faut soutenir celles de ces entreprises qui sont rentables ou qui peuvent le devenir moyennant une restructuration on une modernisation (ce qui se fait rarement sans licenciements, sans pression sur les salaires ou sans augmentation des caden-

d'autre part il faut éliminer celles qui ne sont pas récupérables, d'une façon aussi discrète que possible pour éviter les réactions de la classe ouvrière. On trouve la confirmation de cette perspective dans le dossier du *Monde* déjà cité : «Que leur a apporté [aux P.M.I., N.D.R.] le « plan de soutien » gouvernemental? En ce qui concerne l'aide aux investissements peu de choses [...], la plupart des mesures [...] ont eu peu de succès. On constate en outre que ce sont les entreprises les plus importantes de l'échantillon, ou celles qui ont réalisé les meilleurs résultats, qui en ont bénéficié » (souligné par nous). Voilà qui est clair : tous les plans de soutien aux petites entreprises sont en fait plans de rationalisation, de rentabilisation de ce secteur. D'ailleurs les prolétaires concernés n'ont pas besoin de lire entre les lignes de la presse bourgeoise pour s'en apercevoir ; ils en subissent tous les jours les conséquences. Face à cette offensive bourgeoise, les travailleurs des petites entreprises sont relativement combatifs. Depuis la fin de l'année 1974 il y a en movenne 200 luttes avec occupation par an et presque toutes dans de petites entreprises. On dénombrait au 10 avril 1976, 70 grèves de ce type; et sur les 42 entreprises où la lutte a commencé en 1975, 33 demeuraient occupées (L'Humanité du 5-5-76). C'est le cas entre autres pour la C.I.P. (habillement, Pas-de-Calais, fin 1974), pour Griffet (mé-Bouches-du-Rhône, janvier pour Hélio Cachan (livre, février 1975), etc. Il s'agit donc de conflits longs (surtout s'il y a fermeture ou liquidation judiciaire) et modèle de Lip : production et sauvages, utilisation des stocks, etc.

Malheureusement tous ces conflits restent isolés. Les travailleurs de Lip ont bien tenté une coordination des luttes, mais ils n'en ont pas eu la force, et surtout ils n'ont pas été aidés par les syndicats, dont les directions voient d'un mauvais œil une coordination horizontale qui court-circuiterait leur organisation verticale par branche d'industrie. Tant que la solidarité ne dépasse pas le soutien verbal et les ventes sur les marchés ou devant les usines, nos opportunistes n'y trouvent rien à redire. Mais imaginer une confluence de tous ces mouvements, imaginer l'impact de cette coordination sur l'ensemble de la classe ouvrière a de quoi effrayer les plus téméraires des bonzes syndicaux. Surtout pas de remueménage « irresponsable » !

D'ailleurs la position des petits patrons inquiets est significative : «La majorité des petits patrons attend beaucoup plus des retombées indirectes de la relance de la consommation ou des équipements collectifs [souligné par nous] que des mesures indirectes [aides à l'exportation et report d'échéance fiscale] ». Ne croirait-on pas lire Marchais ou Mitterrand qui veulent « sauver l'économie nationale par la relance de la consommation populaire et les équipements sociaux » (voir à propos de cette « recette miracle » le Programme Communiste nº 68 et le Prolétaire nº 217) ? On pourrait

(Suite page 4.)

## Les grèves de La Rochelle

La grève des 4.000 métallos de La Rochelle qui en est maintenant à sa septième semaine est exemplaire à plus d'un titre. Le conflit touche huit entreprises importantes de la ville (Alsthom, Ateliers et Chantiers de La Rochelle, C.I.T. Alcatel, STIMA, SCAN, SOGERA, SEMAT, Peinture Nationale). La colère couvait depuis longtemps dans une ville où les salaires sont encore plus faibles qu'ailleurs (selon le secrétaire national du syndicat C.G.T. de la métallurgie l'écart est de 700 francs par mois entre un métallo de Nantes et un métallo de La Rochelle mais, comme dit le maire radical de gauche de cette dernière ville, si les salaires y étaient aussi « élevés » qu'ailleurs, quel avantage les entreprises auraient-

Cependant, c'est l'application de la nouvelle grille des salaires dans la métallurgie qui est à l'origine du conflit actuel. En recevant en mars des lettres sur les nouvelles classifications, les travailleurs n'eurent pas besoin d'explications pour comprendre qu'elles organisaient le déclassement

L'une après l'autre toutes les boîtes se sont mises en grève et dans un magnifique élan de classe les grévistes ont élaboré une plate-forme commune qu'ils ont présentée en même temps dans toutes les entreprises. Ils réclament une augmentation des salaires de 150 francs, le point à 11 francs, une amélioration de 2 % du pouvoir d'achat, etc., et refusent les négociations par boîtes qui ne se feraient pas sur la base de la plate-forme commune. Les décisions concernant la grève sont prises au cours d'assemblées générales réunissant tous les grévistes, des piquets de grève ont été mis en place, la solidarité s'est organisée. Le patronat a réagi, les ouvriers ont risposté : le 30 avril, 3.000 ouvriers ont manifesté contre le palais de Justice où le juge des référés a été saisi de la plainte du patron d'Alsthom pour « entrave à la liberté du travail ». Le heurt avec les gardes mobiles a été violent. Le 25 mai, les C.R.S. interviennent à C.I.T. Alcatel. Les ouvriers ripostent : une vingtaine de blessés du côté de la police, six, dont un qui a dû être hospitalisé, du côté des manifestants.

Le patron d'une petite boîte, la Tasker, a accordé les 150 francs d'augmentation et le point à 11 francs, mais dans les grandes entreprises la grève continue. Derrière les patrons de la métallurgie de La Rochelle il y a le patronat national qui veut éviter que le mouvement ne fasse tache d'huile. En effet, l'enjeu de la lutte engagée à La Rochelle est national : cette lutte intéresse toute la métallurgie. La C.G.T. circonscrit au contraire le mouvement à la seule ville de La Rochelle, de crainte précisément qu'il ne déborde. De plus, la lutte des métallos de La Rochelle est, comme on l'a vu, une protestation contre les déclassements qu'entraîne la classification par niveaux de la nouvelle grille U.I.M.M., et, là encore, la C.G.T. veut éviter que le mouvement ne s'étende. A La Rochelle comme ailleurs, les ouvriers qui luttent se heurtent au front uni des patrons et de l'opportunisme. Sept semaines de grève massive et résolue, c'est déjà une victoire. Vive la lutte des métallos de La

## CFDT, la politique de l'«opposition»

(Suite de la page 1)

sollicitée par les divers courants autour desquels s'articule l'évolution complexe des manœuvres de l'opportunisme politique et syndical. Certaines fédérations comme les Banques, la Santé et surtout le Bâtiment se rapprochent du Ceres et constituent un « courant pour le programme commun ». Ainsi le secrétaire de la fédération du Bâtiment, Escolar, déclare «le programme commun de gouvernement se situant dans une période à court terme (programme de législative de 5 ans) n'est pas un programme de transition mais de démocratie avancée. C'est donc un élément important qui peut selon le rapport de forces que nous serons à même d'apporter permettre d'engager un processus de transition à condition que les travailleurs ne servent pas de levier de manœuvre pour la mise en place d'une politique se limitant à l'application du programme commun ».

Comme quoi le programme commun constituerait une transition à... la transition vers le socialisme :

Quant à la question de la transition (à proprement parler) et de l'Etat, voici ce que déclarait le même Escolar en avril 1975 lors du congrès de la fédération du Bâtiment : « Il est vrai que la prise du pouvoir par la gauche n'est pas le pouvoir aux travailleurs. Il faudra envisager un processus irréversible. Mais justement la classe ouvrière aura besoin de cet appareil d'Etat pour mener à bien la révolution [sic!] ». D'ailleurs, pour confirmer cette infâme sauce opportuniste, Héritier, responsable de l'Union Régionale Rhône-Alpes, invité à ce congrès, déclarait au sujet de l'armée, qui est le pilier fondamental de l'Etat bourgeois : « pourquoi, sans en faire un fétiche, attachonsnous tant d'importance à une victoire électorale de la gauche? Il faut être réaliste et voir l'intérêt d'un président de la république de gauche qui face à certaines couches sociales et à l'armée confère une légitimité aux forces populaires. Cette légitimité est un atout important, surtout par rapport aux cadres de l'armée ». Sans commentaires. En ce qui concerne les comités de grève, la position Escolar reconnaissait la possibilité de « comités de grève intersyndicaux » et préconisait des A.G. quotidiennes mais affirmait catégoriquement ou' « en tout état de cause la conduite de l'action et la négociation reviennent à la section syndicale d'entreprise en relation avec le syndicat et à elle seule». Enfin on se déclare pour les courants au sein de la C.F.D.T. mais contre les « tendances politiques organisées ». On le voit, toutes ces positions restent servilement dans les ornières de la collaboration de classe.

En ce qui concerne la Fédération Hacuitex, si celle-ci garde ses distances par rapport au P.S. (\*), elle ne se déclare pas moins partisane de l'autogestion et de l'indépendance syndicale. C'est pourquoi elle aborde avec des œillères opportunistes la question de la prise du pouvoir, c'est-à-dire de l'Etat bourgeois, et de la transition, c'est-àdire de la dictature prolétarienne. Ainsi en janvier 1975 cette fédéradéclarait «La conquête du pouvoir politique par les élections ne saurait être la voie unique et privilégiée. [...] Occuper le pouvoir politique, cela ne change rien au pouvoir patronal, il faut donc conquérir le pouvoir à tous les niveaux et notamment dans les entreprises ». Et elle ajoutait : « Notre stratégie est celle de la prise du pouvoir par l'action de masse et de classe à tous les niveaux. Elle seule peut garantir une période de réelle transformation révolutionnaire. [...] nous avancerons le contrôle ouvrier et populaire devra se transformer en pouvoir réel des travailleurs, véritable contre-pouvoir par rap-port au pouvoir central. En fait c'est l'amorce des conseils ouvriers d'entreprise et des conseils populaires dans les quartiers ».

En réalité, cette « stratégie » occulte tout à fait l'exigence vitale pour la classe ouvrière de détruire de fond en comble, par la force et l'insurrection armée, l'Etat bourgeois, c'est-à-dire le comité de défense armée du Capital, et de le remplacer par l'Etat de la dictature prolétarienne, dirigé par le parti de

Ainsi, le document signé par les fédés Banques, Construction, Santé, P.T.T., Hacuitex et Union Régionale Rhône-Alpes, et présenté au 37e congrès, parle de la nécessité de développer les « nationalisations sous contrôle ouvrier» sans parler

de la nécessité de la destruction de l'Etat bourgeois. Ce document peut alors se permettre, sans risques, de déclarer que « comme dans toute période intense de mobilisation de nouvelles structures d'expression et d'action apparaîtront : les conseils ouvriers dans les entreprises et les conseils populaires dans les quartiers » pour conclure que le syndicat devra « favoriser leur coordination » car « la conduite des luttes appartient aux travailleurs avec leurs organisations syndicales ». D'ailleurs les auteurs de ce texte annon-cent clairement leur intention : « il ne s'agit ni d'un contre-texte, ni d'une volonté d'opposition de principe, mais d'une contribution positive». On s'en serait douté et la direction Maire l'avait très bien compris, même lorsqu'elle reproche à cette « opposition » de fayoriser malgré elle l'action des éléments combatifs, en fournissant, selon son expression, un « nid aux œufs des coucous gauchistes ».

Quant à l'amendement des Métaux de Lyon qui a recueilli 28,22 % des mandats au congrès, s'il critique bien le programme commun et les perspectives électoralistes, il continue néanmoins de défendre l'indépendance syndicale (qui est en réalité, comme on l'a vu, un des instruments à l'aide desquels la C.F.D.T. pratique la collaboration de classe).

En réalité, il convient de voir que cette « opposition » reste, dans son ensemble, prisonnière du même terrain fondamentalement opportuniste que celui sur lequel se place la direction majoritaire. Sa fonction objective, sinon subjective, est de capter et de détourner les énergies combatives qui apparaissent au sein de la C.F.D.T. afin que celle-ci puisse, en définitive, continuer à mener une politique de collaboration de classe et puisse renforcer son rôle de pompier social.

C'est pourquoi il importe que les communistes révolutionnaires dénoncent au sein de la C.F.D.T. comme ailleurs au demeurant - les limites d'une telle opposition, ses perspectives et ses pratiques et démontrent la nécessité d'une lutte autonome de classe : ils doivent, y compris contre l'«opposition», défendre la nécessité de la grève sans préavis et limitation préalable de durée, la solidarité active entre les prolétaires, les revendications

réellement unifiantes sans souci de la production nationale et sans la croyance illusoire que l'on peut attendre quelque chose d'un gouvernement de gauche. Sur le plan des principes, ils doivent relier les revendications immédiates non à une fumeuse « autogestion » coexistant avec les institutions bourgeoises, mais à la nécessité de la destruction révolutionnaire de l'Etat bourgeois, à celle de la dictature du prolétariat, à celle de faire du syndicat une courroie de trans-mission de l'influence du parti révolutionnaire pour qu'il serve de levier de la révolution prolétarienne et d'instrument de la transformation communiste société.

(\*) Lors du congrès de l'Union des syndicats de Paris en janvier 1975 elle fut à l'origine de l'amendement suivant : « en ce qui concerne les « Assises pour le socialisme » il n'est pas possible d'oublier comme par enchantement l'une des composantes permanentes du mouvement la social-démocratie » [L'opportunisme en fait est depuis longtemps passé avec armes et bagages dans le camp de la bourgeoisie pour devenir un agent du Capital au sein de la classe ouvrière menant une politique active de collaboraune politique active de collabora-tion de classe] et de prétendre qu'avec un simple apport de mili-tants au P.S. naîtra un parti radi-calement nouveau. Il n'est pas du ressort de la C.F.D.T. de favoriser la mise en place d'une grande formation travailliste teintée d'un caste varbal d'autogration mis zeste verbal d'autogestion, mais dont toute la stratégie reste essentiellement électoraliste comme l'a montré l'attitude du P.S. au cours des luttes sociales récentes. »

#### presse internationale

au sommaire du nº 10 (28 mai) de :

### il programma comunista

- La posta delle elezioni : chi concerà meglio la pelle ai pro-« Democrazia proletaria » : miscu
- glio di spontaneismo e riformismo
- Le ragioni del nostro astensioni-
- Fine ultimo del movimento comunista (3)
- L'economia russa dopo il XXV congresso (2)
- No al contratto dei metalmeccanici

## But final du mouvement communiste et rapports entre Parti, État, syndicats et conseils d'usine au cours de la dictature prolétarienne (4)

« Le rapport entre les chefs, le parti, la classe, les masses et, d'autre part, l'attitude de la dictature du prolétariat et de son parti envers les syndicats, se présentent aujourd'hui chez nous, concrètement, de la manière suivante. La dictature est exercée par le prolétariat organisé dans les Soviets et dirigé par le Parti communiste bolchevik [...].

« Dans son travail, le parti s'ap-puie directement sur les syndicats qui comptent aujourd'hui, d'après données du dernier congrès (avril 1920), plus de quatre millions de membres et, formellement, sont sans-parti. En fait toutes les institutions dirigeantes de l'immense majorité des syndicats et, au premier chef, naturellement, le Centre ou le Bureau des syndicats de Rus-(Conseil central des syndicats de Russie) sont composés de communistes et appliquent toutes les directives du parti. On obtient en somme un appareil qui est souple et relativement vaste, très puissant, un appareil au moyen duquel le parti est étroitement lié à la classe et à la masse, et au moyen duquel la dictature de la classe se réalise sous la direction du parti. [...]

« Nous reconnaissons que la liaison avec les « masses » par les syndicats, est insuffisante. La pratique a créé chez nous, au cours de la révolution, une institution que nous nous efforçons par tous les moyens de maintenir, de développer, d'élargir : ce sont les conférences d'ouvriers et de paysans sans-parti, qui nous permettent d'observer l'état d'esprit des masses, de nous rapprocher d'elles, de pourvoir à leurs besoins, d'appeler les meilleurs de leurs éléments aux Les trois premières parties de cette série ont paru dans les nºs 219, 220, 221 du Prolétaire

Dans La maladie infantile, Lénine décrit en particulier les grands traits de la réalisation pratique de la dictature prolétarienne, exercée par le Parti Communiste qui est à la tête des Soviets et qui dirige les syndicats et les autres organisations ouvrières. Plus tard, dans Le rôle et les tâches des syndicats dans les conditions de la NEP, il réaffirme des positions, nullement contingentes, mais de principe, concernant les rapports entre Parti, Etat, syndicats et conseils d'usine : direction de l'Etat par le Parti; collaboration active des syndicats à l'œuvre révolutionnaire par la participation au travail des organes d'Etat dont le rôle spécifique est l'organisation et la gestion économique. L'appui des syndicats à l'œuvre révolutionnaire doit se traduire par leur travail de détection et de formation d'ouvriers à la gestion économique, et par la mobilisation des travailleurs pour le soutien à l'action générale et aux directives du pouvoir prolétarien. En tant qu'organe de défense immédiate des ouvriers, les syndicats seront les canaux par lesquels s'exprimeront les besoins matériels des masses, en ayant pour tâche de concilier les intérêts contingents de groupes ou catégories avec les intérêts généraux de la lutte révolutionnaire, en les subordonnant à celle-ci. Que les conseils d'usine devaient devenir les points d'appui des syndicats dans leur œuvre ainsi définie, ce sont les thèses du II Congrès de l'Internationale Communiste qui le disent en toutes lettres.

Ce fut lors du Xº Congrès du P.C.(b)R. que les bolcheviks durent faire face à une déformation immédiatiste naissante, incarnée dans « l'opposition ouvriè-

postes d'Etat, etc. [...] Ensuite, il va de soi que tout le travail du parti se fait par les Soviets qui groupent les masses laborieuses sans distinction de profession. [...] Tel est le mécanisme général du pouvoir d'Etat prolétarien considéré « d'en haut », du point de vue de l'application pratique de la dictature. »

(Lénine, La maladie infantile, tome 31, chapitre VI, pp. 42-44.)

leur qualité de participants du pouvoir d'Etat et de constructeurs de l'ensemble de l'économie nationale, renoncer à exercer une pression. D'un côté, ils doivent travailler sur le mode militaire, car la dictature du prolétariat est la plus âpre, la plus opiniâtre et la plus acharnée des guerres de classes; d'un autre côté, c'est aux syndicats précisé-ment que les méthodes de travail spécifiquement militaires sont les moins applicables. D'un côté, ils ne doivent en aucune façon flatter les préjugés et l'esprit arriéré des masses, mais porter sans cesse les masses à un niveau plus élevé, etc., etc. Ces contradictions ne sont pas l'effet du hasard et ne peuvent être éliminées en quelques dizaines d'années. Car, aussi longtemps que subsistent les survivances du capitalisme et de la petite production, les contradictions sont inévitables, dans l'ordre social tout entier, entre ces vestiges et les jeunes pous-

ses du socialisme, [...] Deuxième conclusion : les contradictions indiquées entraîneront nécessairement des conflits, des désaccords, des tiraillements, etc. Il faut une instance supérieure, jouissant d'une autorité suffisante pour pouvoir les régler immédiatement. Cette instance, c'est le Parti communiste et l'union internationale des partis communistes de tous les pays - l'Internationale commu-

(Lénine, Le rôle et la tâche des syndicats dans les conditions de la

NEP, tome 33, pp. 191-195.)

6. Partout où la scission entre les tendances syndicales opportunistes et révolutionnaires s'est déjà produite, où il existe, comme en Amérique, des syndicats aux tendances révolutionnaires, sinon communistes, à côté des syndicats opportunistes, les communistes sont dans l'obligation de prêter leur concours à ces syndicats révolutionnaires, de les soutenir, de les aider à se libérer des préjugés syndicalistes et à se placer sur le terrain du communisme, car ce dernier est l'unique boussole fidèle et sûre dans toutes les questions compliquées de la lutte économique. Partout où se constituent des organisations industrielles (soit sur la base des syndicats, soit en dehors d'eux), tels les Shop Stewards, les Betriebsräte (Conseils de production), organisations se donnant pour but de lutter avec les tendances contrerévolutionnaires de la bureaucratie syndicale, il est entendu que les communistes sont tenus de les soutenir avec toute l'énergie possible. Mais le concours prêté aux syndicats révolutionnaires ne doit pas signifier la sortie des communistes des syndicats opportunistes en état d'effervescence politique et en évolution vers la lutte de classe. Bien

au contraire, c'est en s'efforçant de

re », et ils anéantirent sans grande difficulté une déviation qui, ayant atteint sa pleine maturité, pullule aujourd'hui - sous le drapeau de l'« autogestion » dans les tendances les plus diverses, de la socialdémocratie « de gauche » jusqu'aux anarchistes plus ou moins déclarés, en passant par des courants trotskystes. Encore une fois, les discours de Lénine tranchent vigoureusement la question.

Enfin, les thèses de Roudzoutak, citées et vivement saluées par Lénine, éclairent historiquement le rôle joué par les syndicats et les conseils d'usine lors de la période qui suivit immédiatement la conquête du pouvoir en Russie, ainsi que les rapports ultérieurs qui devaient s'établir entre eux et l'Etat prolétarien. Elles apportent un démenti aux théoriciens qui veulent trouver dans la révolution russe la preuve que le contrôle ouvrier a été un pas en avant, non pas vers une économie centralisée et dirigée par le pouvoir politique de l'Etat prolétarien, mais vers une prétendue « gestion démocratique de l'économie par l'ensemble des producteurs » (\*).

(\*) C'est en particulier le cas de Mandel, qui a « réussi » l'exploit de marier, dans une soi-disant anthologie des conseils ouvriers (qui prétendait illustrer un « courant historique » permanent dans le mouvement prolétarien), Lénine ... « l'opposition ouvrière » et Gramsci; Trotsky et... Kautsky, Bauer et Adler; les thèses de l'Internationale Communiste et... Korsch, Gorter et Pannekoek; Marx et Engels et... Mao-Tse-Toung, Tito. l'Algérie « socialiste », et — pourquoi pas ? — Maitan et Mandel lui-même!

> hâter cette révolution de la masse des syndicats qui se trouvent déjà sur la voie de la lutte révolutionnaire que les communistes pourront jouer le rôle d'un élément unissant moralement et pratiquement les ouvriers organisés pour une lutte commune tendant à la destruc-

> tion du régime capitaliste. 7. A l'époque où le capitalisme tombe en ruines, la lutte économique du prolétariat se transforme en lutte politique beaucoup plus rapidement qu'à l'époque du développement pacifique du régime capitaliste. Tout conflit économique important peut soulever devant les ouvriers la question de la Révolution. Il est donc du devoir des communistes de faire ressortir devant les ouvriers, dans toutes les phases de la lutte économique, que cette lutte ne saurait être couronnée de succès que lorsque la classe ouvrière aura vaincu la classe capitaliste dans une bataille rangée et se chargera, sa dictature une fois établie, de l'organisation socialiste du pays. C'est en partant de là que les communistes doivent tendre à réaliser, dans la mesure du possi

ble, une union parfaite entre les syndicats et le Parti communiste, en les subordonnant à ce dernier, avant-garde de la Révolution, Dans ce but, les communistes doivent organiser dans tous ces syndicats et Conseils de production (Betriebsräte) des fractions communistes, qui les aideront à s'emparer du mouvement syndical et à le diriger. »

(Le mouvement syndical, les comités de fabrique et d'usine, point 1, thèses approuvées par le IIe Congrès de l'Internationale Communis-1920, réédition Maspéro, pp.

« [Les] thèses de l'« opposition ouvrière » rompent en visière à la résolution du IIe Congrès de l'Internationale Communiste sur le rôle du parti communiste et l'exercice de la dictature du prolétariat, [...] Après deux années et demi de pouvoir soviétique, nous avons déclaré à la face du monde dans l'Internationale Communiste que la dictature du prolétariat est impossible sans l'intermédiaire du Parti communiste. Les anarchistes et les syndicalistes nous ont, à ce moment-là, agonis d'injures, en disant : « Vous voyez ce qu'ils pensent : le Parti communiste est indispensable pour exercer la dictature du prolétariat ». Mais nous l'avions déclaré devant toute l'Internationale Communiste. Et après cela, des gens « animés de la conscience de classe et soudés en classe» viennent nous trouver pour nous dire que « l'organisation de la gestion de l'économie nationale appartient au congrès des producteurs de Russie (qui élisent un organisme central dirigeant l'ensemble de l'économie nationale) ». « Congrès des producteurs de Russie », qu'est-ce que cela signifie? »

« Il me semble que nous avons déjà établi qu'on ne peut en aucun cas défendre ce point en se référant à ce qu'Engels dit de l'association des producteurs car il est absolument évident, et une note précise l'indique à cet endroit. qu'Engels évoque la société communiste où il n'y aura pas de

d'activité du Comité Central du P.C.(b)R. et Rapport sur l'unité du parti et la déviation anarcho-syndicaliste au X° Congrès du P.C.(b)R., mars 1921, tome 32, pp. 207-208 et

#### Lénine, sur la formation et les tâches des syndicats dans la dictature du prolétariat

7. Le rôle et la participation des syndicats aux organismes économiques et administratifs de l'Etat prolétarien.

Les syndicats doivent être le collaborateur le plus immédiat, le plus nécessaire du pouvoir d'Etat dirigé dans toute son activité politique et économique par l'avantgarde consciente de la classe ou-vrière : le Parti communiste. Ecole du communisme en général, les syndicats doivent être en particulier une école de gestion de l'industrie socialiste (et puis, progressivement, de l'agriculture) pour toute la masse des ouvriers, et ensuite pour tous les travailleurs.

Partant de ces principes, il convient de fixer pour le proche avenir les formes essentielles de la participation des syndicats aux organismes économiques et administratifs de l'Etat prolétarien.

1) Les syndicats prennent part à la constitution de tous les organismes économiques et administrations se rattachant à l'économie; ils proposent leurs candidats, dont ils indiquent l'ancienneté, l'expérience, etc. Le droit de décider appartient exclusivement aux organismes économiques qui portent l'entière responsabilité du travail des services respectifs, mais prennent en considération l'opinion donnée sur tous les candidats par le syndicat inté-

2. Une des tâches les plus importantes des syndicats consiste à promouvoir et à former des administrateurs parmi les ouvriers et en général parmi les masses labo-

3. Il est nécessaire d'élargir la participation des syndicats à tous les organismes de planification de l'Etat prolétarien, à l'établissement de plans économiques, de programmes de production et de répartition des fonds de ravitaillement matériel des ouvriers, au choix des entreprises qui seront ravitaillées par l'Etat, données à bail ou en concession, etc. [...] En même temps qu'ils prennent part à l'ensemble du travail culturel et d'éducation et à la propagande en matière de production, les syndicats doivent entrainer de plus en plus largement et profondément la classe ouvrière et les masses laborieuses à l'œuvre tout entière de construction de l'économie nationale, en les initiant à l'ensemble de la vie économique, l'ensemble de l'activité industrielle, depuis le stockage des matieres premières jusqu'à l'écoulement des produits, en leur donnant une idée de plus en plus concrète du plan d'Etat unique de l'économie socialiste, ainsi que de l'intérêt pratique des ouvriers et des paysans dans l'exécution de ce plan.

4. [...] Cette liste des principales

fonctions des syndicats dans la construction de l'économie socialiste doit être, bien entendu, élaborée en détail par les organismes compétents des syndicats et du pouvoir des Soviets. L'essentiel pour relever l'économie nationale et affermir le pouvoir des Soviets, c'est d'entreprendre - compte tenu de l'expérience acquise dans l'œuvre immense accomplie par les syndicats en matière d'organisation et de gestion de l'économie; compte tenu également des fautes commises et qui ont causé bien du tort : ingérence directe, mal préparée, incompetente et irresponsable dans la sphère de l'administration d'entreprendre consciemment résolument un travail d'éducation opiniâtre, concret et de longue haleine, afin d'apprendre pratiquement aux ouvriers et à tous les travailleurs à gérer l'économie nationale du pays tout entier. » [...]

9. Les contradictions dans la situation même des syndicats sous la

dictature du prolétariat. Il découle de ce qui précède une série de contradictions entre les diverses tâches des syndicats. D'un côté, leur principale méthode d'action c'est la persuasion, l'éducation; d'un autre côté, ils ne peuvent, en tant que participants du pouvoir d'Etat, renoncer à prendre part à la contrainte. D'un côté, leur tâche principale est de défendre les intérêts des masses laborieuses dans le sens le plus immédiat et le plus précis du terme; d'un autre côté, ils ne peuvent, en

## Democrazia Proletaria

(Suite de la page 1)

former les institutions de l'Etat, mais de détruire ces institutions, de briser cet Etat et de constituer des organes au service de la classe, des organes qui seront les instruments, la forme de la révolution et non pas la parodie de celle-ci. n'y a pas d'Etat qui « favorise » la révolution qui doit l'abattre et c'est pour cela que l'autonomie du mouvement de classe par rapport à l'Etat, avant la révolution prolétarienne, est une question vitale. Tout le reste n'est que réformisme, c'està-dire illusion démocratique. La preuve ? ou plutôt les preuves ?

On réclame « des investissements qui donnent vraiment du travail et des services sociaux » alors que, sous le système capitaliste, l'investissement entraîne tendanciellement l'exploitation accrue et l'augmentation relative de l'armée de réserve; on veut faire croire que le « droit au logement » est bafoué par la Démocratie Chrétienne alors que c'est le capitalisme en général qui est responsable.

On réclame le « contrôle parlementaire sur la politique militaire » et aussi «l'unification de tous les corps de police» qui fonctionnent mal, selon les vieilles analyses bourgeoises, parce qu'ils sont en concurrence les uns avec les autres. Rien en revanche sur le rôle de cette police. Est-ce parce que, une fois syndicalisée, elle n'aura plus la même fonction?

Mais le bouquet, c'est la politique étrangère. Naturellement on est contre l'OTAN, mais aussi contre «l'isolationnisme et l'autarcie» et ce qu'on propose, c'est « une politique de non-alignement rigoureux et actif non seulement vis-à-vis du bloc dominé par les Etats-Unis mais aussi vis-à-vis du bloc dominé par l'U.R.S.S. ». Ce qu'il faut, c'est « soustraire politiquement et économiquement le pays à une perspective d'intégration économique européenne [...], rechercher une voie d'indépendance progressive [...], des rapports internationaux [...] basés sur l'autonomie et les avantages réciproques »!

Lotta continua aussi parle dans son « programme » de « position intransigeante sur l'autonomie et l'indépendance nationale » et du « nonalignement par rapport aux deux blocs » et se risque même sur le terrain diplomatique en disant que l'Italie « doit chercher une autre place dans les multiples organismes internationaux » (O.N.U., Fonds Monétaire International, etc.)! Revendiquer l'« indépendance » et l'« égalité » entre les nations, c'est tomber dans les illusions de la petite bourgeoisie qui croit pouvoir échapper à la puissance des grands et voudrait que les petites nations puis-sent faire des affaires entre elles. Le non-alignement est un rêve. En politique « étrangère » comme en politique « intérieure », la voie de la révolution prolétarienne ne passe pas par la reprise des vieux refrains démagogiques et bourgeois.

## L'«équilibre européen»

démocrate et du faisceau giscardien, c'est le bras dessus-bras dessous pour maintenir le statu quo au Sud, un statut quo qui, à la faveur de la reprise économique internationale pourrait être renforcé par de nouvelles tables rondes commerciales et monétaires, par le renflouement de la livre et peut-être demain de la lire, moyennant des concessions tarifaires, mais aussi par des promenades militaires comme celle que la marine française effectue en direction de Bevrouth...

Mais si cette nouvelle alliance sous le haut-patronage de Washington et avec l'approbation tacite de Moscou fait crier à la « trahison nationale » en France, à l' « alignement atlantique », Giscard n'ou'olie pas que Bonn et Paris, tout en s'accordant au Sud, préparent un nouveau terrain d'antagonismes entre eux; et c'est pourquoi, tout en s'intégrant militairement dans le dispositif de l'OTAN, dans le « créneau tchécoslovaque », il réaffirme que la France doit rester la « troisième puissance nucléaire » et que son armée conventionnelle doit être proportionnée à celle de l'Allemagne

La politique militaire giscardienne n'est rien d'autre que la traduction pratique d'une partie du rêve gaulliste : celle qui tient compte des limites de l'autonomie de l'impérialisme français par rapport à Washington. Mais l'autre partie de ce rêve ne peut être effacée : elle hante la conscience bourgeoise et doit rallier, au jour du « danger allemand », les forces de la classe dominante travers une série de crises politiques qui seront autant de terrains propices à la lutte prolétarienne pourvu qu'un parti in-dépendant puisse la guider, une série de crises qui sont la consé-quence inéluctable de ses contradictions propres et qui font de l'impérialisme français un gendarme féroce certes, mais sans doute fragile : « notre armée est fragile », répète Sanguinetti, et en voilà la raison.

Cette fragilité non seulement de l'Etat français mais à plus forte raison de l'Etat allemand n'est-elle pas un motif encore plus impérieux pour que les bourgeoisies européennes s'en remettent en dernier ressort à l'Etat le plus fort, le gendarme américain, devant le danger le plus grave, celui que potentiellement représente le prolétariat? Tel est le lien invisible de la servilité définitive des bourgeoisies vieillissantes de l'Europe dé-

Et l'opportunisme, dans tout cela, quelle est sa capacité d'autonomie vis-à-vis de tout cet ordre contre-révolutionnaire?

On a entendu presque en même temps Brandt expliquer à propos de l'Italie qu'« un gouvernement à participation communiste ne serait pas nécessairement une catastrophe » et Giscard affirmer qu'un tel gouver-nement était une « menace » pour le sacro-saint « équilibre européen »; autant dire que les chantres du nouvel ordre politique n'excluent pas un tel gouvernement (voyez le Portugal!) mais pensent qu'il n'est pas né-cessaire **pour le moment**, conclusion à laquelle le pape lui-même applaudit avec ses excommunications de chrétiens « de gau-che ». Et qu'ont dit de tout cela les ténors de l' « euro-communisme » au meeting de Paris? Pas un mot! Ils se sont contentés d'agiter leurs petits drapeaux tricolores en parlant du socialisme **pour demain** — et même pour après-demain — un socialisme qui devrait résulter de la « démocratisation continuelle de l'Etat», un socialisme qui devrait respecter toutes les institutions, toutes les alliances, tous les privilèges, bref, toutes les « particularités nationales ». Au point que ses porte-parole se montrent incapables de parler ensemble de politique internationale, et même de dire un mot contre le maître commun dont, par ailleurs, ils ne cessent de se plaindre, l'Amé-

En réalité, le tournant de la guerre froide a caché pendant de longues années que les « com-munistes » à la Thorez ou à la Togliatti ne pouvaient donner l'illusion de combattre leur bourgeoisie qu'autant qu'ils se plaçaient du point de vue de l'Etat russe. Situation ô combien inconfortable pour ceux qui, surtout comme le P.C.F., avaient goûté aux délices d'une alliance russe qui permettait au sou-tien à la bourgeoisie de se faire sans entrave ni arrièrepensée, même quand cette union était bénie par Washington! Eh bien, le communisme new look, celui de Berlinguer et Marchais a fini par éliminer cette contradiction. A la faveur de la détente, érigée en principe pour les besoins de la cause, l'accent a pu être déplacé de l'antagonisme russo-américain au besoin de « sauver le pays » : tous nos « euro-communistes », C u n h a l comme Marchais, Carrillo comme Berlinguer peuvent rassurer Washington sur leur bonne volonté. Mieux, Napolitano peut déclarer sans ambages que l'« ap-partenance de l'Italie à l'OTAN est un point fixe, dans la mesure où cette appartenance fait partie d'un équilibre politique et militaire en Europe, équilibre qui ne peut pas être rompu unilatéralement sans mettre en danger la détente même si l'actuelle divi-sion en deux blocs, dirigés par Moscou et Washington, s'atténuait » (Le Monde du 11/5). Et le P.C.F., si prompt à accuser Giscard d'atlantisme, que dit-il? Il est pour le « respect des alliances actuelles, ou — tant que nous cheminerons sur la voie qui, par la lutte, doit conduire à la dissolution des blocs, à la sécurité collective — mais dans l'indépendance » (Kanapa dans **Le Monde** du 25/5). Le P.C.F. est réticent à l'OTAN, mais dans la stricte mesure où c'est une exigence de l'impérialisme français de préserver une parcelle d'autonomie; d'où sa convergence avec le gaullisme. Il n'est pas étonnant par conséquent de le voir arriver à mettre au cœur de sa politique « étrangère », comme il le fait aujourd'hui, la question allemande, et non plus, comme autrefois,

que, pour lui aussi, la politique pas subordonnée aux besoins de l'Etat russe, comme on feint de le croire même dans l' « extrême-gauche » ; bien au contraire, la revendication de l' « amitié avec la Russie » n'apparaît que comme conséquence de la lutte pour perpétuer l'infél'impérialisme allemand.

l' « euro-communisme » Ainsi. n'a aucune volonté propre. Il n'est que le reflet direct des intérêts des bourgeoisies européennes; le socialisme n'est pour lui que le voile dont il peut encore pour le moment cacher les inévitables chamailleries et les querelles dont, malgré eux, les partis de l' « euro-communisme » doivent aller chercher un arbitre en la personne de... l'oncle Sam! Comme quoi, les voies qui mènent à la social-démocratie sont aussi celles qui mènent à Wa-shington, tout simplement parce que le respect intégral de l'ordre établi - déjà acquis depuis longtemps - conduit, un jour ou l'autre, au respect de son gendarme en chef.

A bas donc tous les équilibres, statu quo et ordres contre-révolutionnaires! Mais pour les briser tous, et pour toujours, il faut la révolution prolétarienne. Et pour cela, est indispensable, comme nous l'écrivions il y a trente ans dans « Guerres et crises opportunistes », le retour à « l'action révolutionnaire de classe qui, dans chaque pays, qu'il soit dominant ou dominé, dresse la classe travailleuse contre la bourgeoisie locale, en complète autonomie de pensée, d'organisation, d'attitude politique, d'action et de lutte; l'action révolutionnaire qui regroupe les forces des travailleurs du monde entier dans un organisme unitaire dont l'action ne cessera pas avant le renversement complet des institutions capitalistes, se dévelop-pant par-dessus les frontières, en temps de paix comme en temps de guerre, dans des situations considérées comme normales ou exceptionnelles, prévues ou im-prévues par les schémas philistins des traîtres opportunistes ».

## Les luttes dans les P.M.E.

(suite de la page 2)

penser que les petits patrons sont favorables au programme commun ; en réalité c'est seulement pour l'instant le programme commun qui est favorable aux petits patrons. L'opportunisme ne cesse de faire des ronds de jambe à la petite industrie, au petit commerce, aux petits paysans. Pour le P.C.F. la chose est entendue : «Etre révolutionnaire aujourd'hui, c'est (...) appliquer le programme commun, c'est-àdire réaliser les conditions qui objectivement et subjectivement, feront apparaître à la majorité, y compris des P.M.E., que les perspectives ouvertes par le socialisme conviennent! » (France Nouvelle, novembre 1973). S'il est vrai que la collaboration et la lutte de classe sont inconciliables, s'attirer la sympathie des petits patrons et des petits bourgeois suppose donc non seulement qu'on n'attise pas la lutte, mais encore qu'on l'empêche, qu'on se montre capable de maintenir l'ordre dans la classe ouvrière; en un mot, c'est être « responsable ».

Dans les petites entreprises, cette « responsabilité » incombe essentiel-lement à la C.F.D.T. qui y est mieux implantée, grâce d'une part à ses origines de syndicat chrétien mieux toléré par le patronat paternaliste des petites entreprises, mais aussi grâce à ses apparences plus combatives et aux perspectives qu'elle préconise (décentralisation, autogestion, « prise en main de l'outil de travail par les travailleurs euxmêmes»). Bien que sur ce dernier points la C.F.D.T. devienne très prudente ces derniers temps, pour ne pas éventer la mèche : bien des cas en effet l'Etat a repris à son compte cette « recette » avec la complicité de syndicats comme F.O. Il n'est pas rare en effet qu'il propose la constitution de coopératives ouvrières dans de petites entreprises en difficulté; ce qui a le double avantage de lui éviter de verser des indemnités de chômage et de le débarrasser d'une affaire de licenciements. Cette proposition avait été faite pour Teppaz par exemple et la C.F.D.T. s'y était opposée en expliquant que la coopérative ça n'est pas l'autogestion et que de toute façon l'autogestion ne peut se concevoir que sous le socialisme. En attendant on en est

revenu à la bonne vieille solution préconisée par la C.G.T. : la nationalisation que la C.F.D.T. propose aujourd'hui pour Lip; autrement centraliser aujourd'hui pour décentraliser demain (on n'en est plus à une contradiction près). L'important étant que les deux centrales travaillent dans le même sens et se partagent les tâches. La C.G.T. s'occupe essentiellement des gros bataillons ouvriers, dans les grandes entreprises des secteurs public et privé, avec l'arsenal bien connu des négociations, grèves symboliques, etc. La C.F.D.T., elle, contrôle des secteurs souvent remuants car plus menacés comme les petites entreprises. Dans les deux cas le but est le même, revendiquer en restant dans les limites de la légalité, respecter les intérêts de l'entreprise et de l'économie nationale. Si Piaget propose aujourd'hui la nationalisation de Lip, c'est pour concilier l'intérêt des travailleurs et les intérêts de « l'horlogerie française», tout comme la C.G.T. qui dans les conflits du Livre et du Labeur appelle les travailleurs à « défendre leurs conditions de vie. de travail, le potentiel graphique national et la liberté d'expression ».

Enchaîner les travailleurs à l'entreprise, le prolétariat à la nation, le travail au capital, voilà le rôle de l'opportunisme syndical, qu'il soit cédétiste ou cégétiste.

Les intérêts des travailleurs, même les plus immédiats, nécessitent des méthodes qui sont à l'opposé de celles-là, les méthodes de la lutte de classe qui au lieu de la conciliation et de la collaboration vont dans le sens de la lutte et de l'affrontement de classe. D'ailleurs les travailleurs en lutte en retrouvent spontanément quelques-unes comme à Lip (occupation, prise du «trésor de guerre», création d'un comité lutte, assemblées générales. etc.). La tâche des révolutionnaires est double : faire connaître et préconiser les méthodes adaptées aux exigences des luttes revendicatives même les plus modestes d'une part et combattre sans relâche contre l'opportunisme syndical et politique d'autre part afin de renforcer la lutte et de préparer dès à présent le prolétariat à bien discerner ses ennemis rassemblés dans ce front uni de la bourgeoisie et de l'opportunisme.

#### souscription permanente

Liste nos 3 et 4

Un lecteur, 100; souscription exceptionnelle, 2.452; Bertrand, 51; Roberto, 1; Aix, 5; J.-P. soutien, 60; Adolphe, soutien, 28; Angers, 605; Valence, 150; Toulouse, 44,70; Lyon, 120; des sympathisants, 180; H., soutien, 108; Le Mans, soutien, 24; Paris, 3.242,33; La Seyne, en mémoire de Piccino, 700; Angers, 224,50; Anita, à la mémoire de Bruno, 50; Valence, 100; Granda, à 97,50; Toulouse, 141; Wanda, à Bruno. 50; de la mémoire de Bruno, 50; de Toulouse, 30; François, 180; Montreuil, 10; Milan, 5; Paris, local, 3.497,20; Stains, soutien, 124; B., soutien, 24; L., soutien, 138; J., chez M. et P., 300; souscription exceptionnelle Costa

Total précédent .... 15.277,26 Listes 3 et 4 ...... 13.114,13 Total général ..... 28.391,39

Lecteurs, sympathisants soutenez la presse du Parti. Souscrivez!

#### **LECTEURS ET SYMPATHISANTS** DE SUISSE

Vous pouvez prendre contact avec nos militants en écrivant

B.P. 85 Montcholsy LAUSANNE 19

#### En Algérie

## Sur la «charte nationale», un tract du Parti

PROLETAIRES! CAMARADES!

Le régime de Boumediène vient de soumettre à un débat populaire l'avant-projet de charte nationale censée représenter la cristallisation d'une « expérience socialiste » et la formulation d'une stratégie d'un énième « socialisme national ».

Notre parti, aussi petit soit-il aujourd'hui, a le devoir de vous rappeler que le socialisme ne peut naître à la suite de la publication d'une quelconque charte, à plus forte raison lorsqu'il s'agit d'une charte nationale émanant d'un Etat qui n'est autre que le défenseur des intérêts des classes dominantes.

CAMARADES!

Face à l'Etat bourgeois qui prétend instaurer le socialisme dans le cadré national et sans toucher aux intérêts fondamentaux de la bourgeoisie et des classes moyennes, nous ne pouvons que vous appeler à rompre le front national dans lequel vos intérêts ne peuvent qu'être subordonnés à ceux des classes dominantes.

La classe ouvrière ne peut attendre une amélioration de ses ditions de vie, de travail et de lutte sans les progrès de son union dans la lutte contre le capital.

Sans nous soucier de l'économie nationale, organisons-nous et luttons, malgré la bureaucratie syndicale et les partis officiels et semi-officiels et contre eux, pour arracher à l'Etat bourgeois :

— UNE AUGMENTATION IMPORTANTE DES SALAIRES

- UNE DIMINUTION RADICALE DU TEMPS DE TRAVAIL;
- LE SALAIRE INTEGRAL AUX CHOMEURS; - LE DROIT DE GREVE DANS LE SECTEUR PUBLIC; - LE DROIT D'ASSOCIATION ET DE REUNION ECONOMI-QUE ET POLITIQUE;
- UNE REFORME AGRAIRE RADICALE.

CAMARADES!

Cette lutte est une lutte de défense dont les résultats seront toujours remis en question tant que la classe ouvrière, organisée en parti politique de classe, ne se sera pas emparée du pouvoir par la révolution prolétarienne, n'aura pas instauré sa dictature de classe, seul moyen d'ouvrir la voie de la transformation socialiste de la société. Mais dans cette lutte, pourvu qu'elle soit menée de façon indépendante, peut se forger l'union des travailleurs qui est un outil indispensable de l'émancipation révolutionnaire.

VIVE LA REVOLUTION COMMUNISTE INTERNATIONALE! VIVE LA DICTATURE DU PROLETARIAT! VIVE LE PARTI COMMUNISTE MONDIAL!

Parti communiste international.

#### permanences du parti

 Bruxelles: le dimanche 11 juillet.
de 10 h à 12 h, local de l'A.S.B.L. —
Club, « Rencontres au 53 », 53, avenue de la Couronne, 1050-Bruxelles.

- EN FRANCE
   A Aix-en-Provence : stand à la fa-faculté des Lettres le mercredi 16 juin de 14 h à 17 h.
- A Amiens : le dimanche 13 juin de 10 h à 12 h. café le Destruit 10 h à 12 h, café - La Rotonde », place R.-Goblet.
- A Lille : les dimanches 20 juin et 4 juillet de 10 h à 12 h, 27, rue A Lyon : brasserie de l'Etoile, 1, cours Gambetta, le samedi 3 juillet de 18 h à 19 h.
- A Marseille : la permanence est provisoirement fermée. Pour prendre contact, écrivez à F. Gambini, B.P. 266 13211 Marseille Cédex 1.
- A Mulhouse : le premier samedi de chaque mois, de 15 h à 17 h, Klapperstei 68, 4, rue Gutenberg.
- A Paris : 20, rue Jean Bouton (12°) Le samedi, de 16 h à 19 h, et le dimanche, de 10 h à 12 h (escalier métallique au fond de la cour à gau-che). métro Gare de Lyon.
- A Strasbourg: le samedi de 14 h à 16 h, 7, rue des Couples, porte vitrée à droite (près de la place du Corbeau). • A Toulouse: vente tous les diman-ches de 11 h à 12 h au marché Saint-

Lecteurs, sympathisants, venez aux permanences du Parti!

> directeur-gérant F. GAMBINI

(

Imprimerie « E.P. » 232, r. de Charenton, Paris-12°

distribué par les NMPP

No d'inscription à la commission paritaire de presse : 52926